

# ASTI-Info Décembre 2020

## Edito

**LE SERMENT DU JEU DE PAUME**, il y a 231 ans.

Les renseignements généraux de l'époque informent le monarque, Louis XVI, que dans son bon royaume, ça grogne et grince... » Bon, ben je vais convoquer des états généraux et on va bien voir ».

Aussitôt dit, aussitôt fait, voilà tous les représentants de son bon peuple réunis dans la salle des menus plaisirs (comme il y en avait beaucoup, la salle était grande), à Versailles en son château. Mais oui mais les députés s'embrouillent, entre les représentants de l'Église, des nobles et les autres, ça tiraille dur et voilà que le roi, pas content du tout de la foire d'empoigne, fait mettre un cadenas sur la porte de la salle des menus plaisirs. Gros Jean comme devant : « qu'est ce qu'on fait ? » s'exclament les représentants du tiers état (les pas nobles et les pas curés). Une voix s'écrie « et si on allait faire un squash ? ». « T'es bête, c'est pas encore inventé » lui répond la foule. « Mais je jeu de paume, c'est bien aussi » et les voilà partis à la salle du jeu de paume. En arrivant ils constatent qu'ils sont trop nombreux pour faire une partie alors ils décident de se constituer en « Assemblée Nationale », sans l'accord du roi et de prêter serment d'écrire une Constitution pour séparer les pouvoirs entre les élus du peuple et les représentants de la monarchie. Voilà comment démarre la Révolution Française et comment va finalement naître la République.

En 2020, 231 ans plus tard, le monde grogne et grince. La nature n'en peut plus des incendies, des ouragans, des tsunamis, bien souvent causés par le pillage de ses ressources. On se bat comme des chiffonniers pour aller piquer les métaux rares, si utiles pour rappeler à Edmond qu'il faut qu'il ramène une baguette à midi. On fait bosser les enfants, assez minces pour se faufiler dans les galeries des mines. La technologie se met au service des puissants pour qu'ils puissent garder leur hégémonie : ce sont les drones, la reconnaissance faciale, la géolocalisation et bien d'autres découvertes qui trop souvent, au lieu de profiter à améliorer le sort des gens, accroissent les inégalités entre les continents, les pays et, au sein de chaque nation, entre les habitants. Des riches de plus en plus riches. Le voisin devient un danger, on va s'équiper de digicodes, de caméras, d'alarmes, de flingues dans certains pays. Pour les états, même chose, des murs, de la surveillance, de la police de l'air et des frontières, un Frontex, des barbelés, des miradors. L'autre comme une menace. « Au plus fort la pouque » dit-on en Normandie : ce sont les plus costauds, les plus nantis qui gagnent.

« T'es trop sombre, il y a plein de gens qui, partout résistent, inventent, créent pour qu'advienne un autre monde où, tous, nous serions plus libres, plus égaux, plus fraternels ». Chiche, rassemblons-nous et exprimons ça dans

**LE SERMENT DU JUS DE POMME\*\***, en 2020

\*\* c'est sibyllin mais si vous poursuivez la lecture ça va s'éclaircir. PS. Toutes mes excuses aux révolutionnaires de 1789 dont la sincérité est indubitable. Jean Cédéchoz, professeur d'histoire au Collège de France.

## **1. Actualité de l'ASTI-14**

### **- L'ASTI pendant le confinement**

Pendant cette nouvelle période de confinement l'ASTI s'est réorganisée plusieurs fois pour s'adapter aux besoins les plus urgents et petit à petit tous les services de l'accueil ont été assurés. Les cours sont suspendus, seuls quelques-uns ont lieu via Whatsapp. Les activités culturelles ont été interrompues, notre concert annuel prévu cette année avec le CAMO et la CIMADE n'a pu avoir lieu ; on espère reprendre activités et projets en janvier.

Le bureau et le CA ont continué de se réunir au même rythme via Zoom.

	MATIN	APRÈS-MIDI
Lundi	Accueil/Courrier, Permanence téléphonique Élise	aide alimentaire, Permanence téléphonique Élise
Mardi	Permanence téléphonique Élise	Accueil/Courrier
Mercredi	Accueil/Courrier	Protection sociale
Jeudi	Permanence téléphonique Elise	Accueil/Courrier
Vendredi	réunion de bureau	Accueil/Courrier

### **- Soutenir l'ASTI en fin d'année**

Comme habituellement en décembre vous trouverez en fichier joint un formulaire de dons.

Cette année une innovation : l'ASTI associée à « Sauvages sur un plateau » vous propose de passer les fêtes sous le signe du jus de pommes solidaire. Initialement les pommes devaient être ramassées et le jus fait avec les volontaires de l'association et des migrants. Le confinement en a décidé autrement mais le jus de pommes nouveau est quand même arrivé.

Pour toute commande, voir flyer joint.

## **2. Actualité locale**

### **- Situation des migrants à Caen pendant le second confinement**

Second confinement, début de la période dite de « trêve hivernale » qu'en est-il des conditions de vie de tous ceux avec ou sans papiers vivant habituellement encore dans la précarité, hébergement aléatoire par le 115, recours aux associations humanitaires pour l'alimentation, difficultés administratives ?

Un centre d'accueil de nuit a été ouvert par la mairie pour l'hiver. 50 personnes y résident de manière continue actuellement. Restaus du coeur, Secours catholique, Secours populaire, Croix rouge, St Vincent de Paul distribuent régulièrement de l'aide alimentaire et des colis d'urgence. Le confinement a sans doute été l'occasion d'un peu de stabilité dans les conditions de logement pour un certain nombre de migrants. Néanmoins les conditions d'hébergement sont loin d'être pérennes et restent précaires (personnes en hôtel dans l'impossibilité de faire la cuisine).

Qu'advient-il de ces personnes une fois les dispositifs d'aide ponctuelle arrêtés, une fois le confinement passé ? Un collectif, le CEP (collectif d'entraide populaire) organise chaque semaine une collecte alimentaire le jeudi soir de 18h30 à 19h à LABA (ancienne école des Beaux-Arts rue de Geôle) et redistribue auprès de familles habitant les quelques squats restant et celles logées par des propriétaires solidaires.

Malgré toutes ces actions un certain nombre de personnes restent sans hébergement digne de ce nom, la politique récente d'expulsion systématique et de réduction du nombre de squats n'ayant fait qu'aggraver le problème.

En ce qui concerne les squats: petit répit pour les familles qui y sont. Pour le squat de Clemenceau le tribunal a accordé un délai de 8 mois. Pour le squat de Colombelles la SA les Foyers Normands est déboutée en partie de ses demandes. Le jugement accorde aux habitants le délai de la trêve hivernale (soit jusqu'au 31 mars) plus le délai de l'article l 412-1 (délai de 2 mois à compter du commandement à quitter les lieux). Par contre les habitants sont condamnés à payer aux Foyers Normands 1 000 euros par maison en ce qui concerne les frais de justice au titre de l'article 700 du code de procédure civile. Bien cher pour des maisons inhabitées depuis un moment...

### **- Ouistreham**

Début Novembre un hébergement est proposé à Tailleville (cette fois ci accompagné par COALIA à la place de la Croix Rouge). COALIA vient à la rencontre des gars quotidiennement pour en discuter avec eux. Seuls 2 à 4 jeunes y sont allés (75 places) car tous veulent toujours tenter de passer en Angleterre tant que le ferry circule. Malgré le démantèlement du camp organisé par les forces de l'ordre vendredi 6 novembre, les gars (environ 60) se sont maintenus sur Ouistreham. Les repas & consultations médicales ont donc été poursuivis. Nouvelle incursion-nettoyage de la police jeudi 26 sans problème particulier cette fois-ci...

### **- Marches des sans-papiers**

Des bénévoles et militants de l'ASTI 14, l'AG de lutte et des EGM ont participé à ces marches. A celles de Rennes à Paris et du Havre à Paris. Et à la manifestation nationale à Paris le 17 octobre. Ces manifestations ont réuni beaucoup de monde mais pour autant les revendications portées sont loin d'avoir été entendues... (logement pour tous, régularisations et fermeture des centres de rétention

### **- EGM (Etats généraux des migrations)**

Un acte 4 de cette marche des Sans papiers est prévu nationalement le 18 décembre, jour de la journée internationale des migrants. 180 organisations signataires appellent à cet événement dont les EGM, la FASTI... Des manifestations auront lieu à Paris et en province. A l'heure actuelle nous ne savons pas encore si cette manifestation aura une déclinaison caennaise.

## **3. Actualité nationale**

### **- Les exilé·es chassé·es de la République Violence d'un soir, continuité d'une politique**

Lundi soir, place de la République, les forces de police ont brutalement appliqué le principe "zéro tolérance" qui résume à lui seul la politique de harcèlement méthodiquement menée contre les exilé·es qui tentent, faute de solutions d'hébergement, de survivre en s'installant dans les interstices de l'espace public.

Au cœur de Paris, sur cette place symbole et sous le regard de témoins qui peuvent et savent se faire entendre, la violence de cette politique est devenue visible : les coups, les tentes arrachées et confisquées, leurs occupant·es pourchassé·es à coups de grenades lacrymogènes ou de désencerclement ont répliqué à la "constitution d'un campement" qui n'était tout simplement "pas acceptable" selon le communiqué par lequel la préfecture de police et celle de la région Île-de-France (Prif) ont tenté de justifier "la dispersion de cette occupation illicite ».

Cette opération de police n'a fait que mettre en évidence le traitement que les exilé·es subissent, en réalité, depuis des mois sinon des années. En tout cas depuis que la doctrine du gouvernement repose sur un même credo : parce que leur seule présence n'est "pas acceptable", empêcher qu'ils se rassemblent, disperser tout regroupement, interdire la (re)constitution de tout ce qui peut ressembler, de près ou de loin, à un lieu de vie. Et pour ce faire, entraver et discréditer l'action de toutes celles et ceux qui tentent de substituer l'entraide à l'isolement, la solidarité au dénuement.

Que personne ne s'y trompe, ces violences sont depuis longtemps le lot quotidien des habitants des campements. À Paris et dans les environs de Paris où, par exemple, celles et ceux que la dispersion de celui de Saint Denis, le mardi précédent, avait laissé·es sans solution d'hébergement étaient, ces derniers soirs, systématiquement traqués jusque dans les fourrés où ils étaient contraints de se cacher.

Si la brutalité policière de la place de la République justifie pleinement les condamnations indignées qu'elle suscite, elle n'a pour autant rien à envier à celle que subissent pareillement, à Calais et dans sa région, les centaines d'exilé·es qui tentent, depuis plusieurs années, de survivre dans le même dénuement et où sévit, sous l'autorité du ministre de l'intérieur, la même politique d'éradication des "points de fixation". Dispersion systématique des campements, harcèlement policier permanent, confiscation des tentes et des effets personnels, coups, invectives, gazages, sont régulièrement constatés et documentés par les associations et bénévoles qui, dans une indifférence fataliste, s'épuisent à tenter d'inverser la logique du rejet.

En confiant une enquête à l'IGPN sur les événements de la place de la République, le ministre feint d'ignorer que le mauvais scénario qui s'y est joué n'est que la réplique de l'action constante de ses forces de police et le produit d'une politique délibérée qui prétend faire du harcèlement une méthode de dissuasion. Aurait-il soudainement pris conscience des excès, voire même des impasses, de la guerre d'usure ainsi menée contre les exilé·es ?

Ce serait un revirement spectaculaire de celui qui, après avoir reçu la maire de Calais le 10 septembre dernier, annonçait le renforcement des effectifs de CRS et demandait au préfet du Pas de Calais de prendre un arrêté interdisant aux associations de distribuer de la nourriture aux exilé·es dans le centre de la ville.

« Choquantes », c'est le qualificatif que Gérard Darmanin a choisi à propos des images et vidéos non floutées que les réseaux sociaux ont permis de

diffuser et qui lui auraient ouvert les yeux sur les violences exercées par ses propres services.

Si d'aventure il entendait convaincre de sa volonté de tourner le dos à la politique sur laquelle les événements de la place de la République ont jeté une lumière crue, le retrait du projet de loi sur la sécurité globale serait un premier test de sa sincérité.

Texte du GISTI

#### **4. A lire**

- Le livre de Cédric Hérou « **Change ton monde** » Ed : Les liens qui libèrent

« J'étais perché sur ma montagne, avec mes poules et mes oliviers, quand le monde est subitement venu à moi. Des ombres remontaient à pied ma vallée de la Roya, entre l'Italie et la France, risquant leur vie. Au début, je détournais le regard. Puis, un ...

*Pour toute information complémentaire écrire à : [asti-14-info@orange.fr](mailto:asti-14-info@orange.fr)*